

L'eau n'est pas une marchandise, c'est un droit humain !

La CGSP avec la Fédération européenne des services publics (FESP) au niveau européen a lancé une Initiative citoyenne européenne visant à recueillir un million de signatures dans les 27 États membres pour défendre un accès universel à l'eau et à l'assainissement. Cette campagne vise à faire évoluer les mentalités qui prévalent dans certains milieux européens que le privé est la solution à tout, que tout peut s'acheter et se vendre.

« L'eau, un droit humain » est une des premières Initiatives citoyennes européennes à avoir été déposée officiellement. La campagne couvre les 27 États membres de l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un accès universel (mondial) à l'eau et à l'assainissement et de sauvegarder les ressources publiques limitées en eau pour les générations futures. Pour cela, il faut passer le cap du million de signatures d'ici mai 2013. Chacun doit donc se mobiliser ! Ce qui permettra à l'Initiative d'être officiellement déposée sur le bureau de la Commission européenne.



L'échec du privé

Ces trente années d'expérience de privatisation se sont soldées par un échec. La maximisation des profits, la concurrence et les capitaux privés ne consti-

tuent pas les bons outils pour garantir cet accès universel. Les grands groupes multinationaux du secteur ont réussi à s'assurer le contrôle du service de l'eau dans plusieurs villes en Europe et dans le monde. Ces concessions ont conduit à donner lieu à une incroyable série de scandales, de protestations populaires et de poursuites juridiques. Le souci premier du privé étant de rémunérer l'actionnaire et non pas de délivrer l'eau potable pour tous. Quant au tarif, il a été à la hausse. Une hausse telle que les villes ou les autorités locales qui ont choisi de faire le mouvement inverse, de repasser au public, ont toutes permis à l'usager non seulement d'avoir un meilleur service mais de voir baisser son prix. Pour nous, la réalité est là ! C'est le secteur public qui détient la réponse inévitable au problème de l'accès universel.

Faire pression sur la Commission

L'objectif de cette Initiative est de faire évoluer les mentalités au sein de la Commission européenne, et de certains États européens, de passer ainsi d'une démarche fondée sur le marché à une approche basée sur les droits des citoyens et centrée sur la notion de service public. Croire que tous pensent que l'eau est un droit humain est une erreur. Au-delà des bonnes paroles, les actes parlent... En mars dernier, lors des négociations sur le projet de texte de déclaration du sommet RIO + 20, le Royaume-Uni et le Danemark, soutenus par quelques autres pays européens, ont ainsi proposé de supprimer la référence au droit humain à l'eau dans le texte. En clair, il s'agissait de poursuivre la « financiarisation » des services environnementaux à l'échelle mondiale. Il faut renverser cette politique qui tend à vouloir monétiser la nature, y compris l'eau, à vouloir tout considérer comme un acte et une ressource économique



que l'on peut vendre et acheter. La CGSP et les autres organisations européennes souhaitent que la Commission européenne fixe des objectifs contraignants en matière d'accès à l'eau potable et à son indispensable assainissement et qu'elle établisse un accès universel à l'eau.

Un droit reconnu par les Nations unies

À l'échelle internationale, on a pu observer quelques progrès symboliques. En juillet 2010, les Nations unies ont adopté une résolution déclarant que l'accès à une eau propre et à des installations sanitaires constituait un droit humain fondamental. Quelques mois plus tard, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté une résolution similaire. ■

Signez la pétition !

Pour être valable chaque signature doit comporter tous les éléments d'information (prénom et nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, date de la signature). Il est donc **impératif** d'utiliser ou photocopier le formulaire de pétition tel qu'il existe sur la page suivante. À adresser à : CGSP, Gilbert Lieben, place Fontainas 9-11, 1000 Bruxelles.

Il est également possible de souscrire en ligne : <http://www.right2water.eu/>

